

D 727 MEXIQUE: LES DEUX FACES DU PAYS

L'un des trois grands pays industriels d'Amérique latine avec le Brésil et l'Argentine, le Mexique a vocation de grande puissance. Il entend par ailleurs substituer l'influence des Etats-Unis dans la région d'Amérique centrale et des Caraïbes.

En fin septembre, le Mexique accueille à Cancún la reprise du dialogue Nord-Sud. C'est dire le rôle qu'il entend également jouer dans les relations entre Tiers-Monde et pays industrialisés.

Mais "l'autre Mexique" existe, ainsi que l'évoque l'article inédit ci-dessous. Son auteur, volontairement anonyme, présente les choses de l'intérieur du pays.

Note DIAL

NI AMIS, NI ENNEMIS, MAIS ÉTRANGERS L'UN A L'AUTRE
IL Y A DEUX MEXIQUESDROITS
RESERVÉSLe Mexique: Confluence de civilisations

Attachant Mexique! Ample comme un continent, la variété et l'attraction de ses espaces et de ses climats séduisent: c'est un plat touristique toujours apprécié. Bigarré dans sa population au prestigieux, différent et multiple passé (olmèques, aztèques, mayas, sans oublier les toltèques, les zatopèques, les totonaques et bien d'autres), survivant dans ses ethnies indiennes dont le poids démographique est le plus lourd du continent en chiffres absolus, l'identité mexicaine interpelle. Semé de somptueux souvenirs de l'époque coloniale, mais au nationalisme agressif depuis la geste insurrectionnelle du curé Hidalgo, renforcée cent ans plus tard par la première révolution gagnée du siècle, le Mexique est un exemple et un stimulant pour le Tiers-Monde. Tous ses hommes célèbres, de Las Casas à Cardenas (Hidalgo, Juarez, Zapata) ses peintres, ses écrivains, ses penseurs, sa musique sont objets de vénération dans toute l'Amérique latine qui, en eux, reconnaît son propre patrimoine. De 1936 à nos jours, du franquisme à Pinochet ou à la Junte salvadorienne, le Mexique a été la terre d'adoption des Latins qui ont dû s'exiler pour vivre comme ils croient, pour continuer la lutte, pour lire et pour garder le droit d'écrire. La séduction mexicaine est indéniable.

Mais le Mexique est aussi une question et une tentation pour les Etats-Unis auxquels il adhère par près de trois mille kilomètres de frontière facilement franchissable. Après lui avoir ravi la moitié de son territoire au siècle dernier, cet incommode voisin du Nord - puisqu'il est aussi la plus puissante nation du monde - convoite à sa porte les immenses ressources de son mitoyen pauvre. Son ambassade au Mexique est un magnifique bal-

con pour la C.I.A. : non seulement celle-ci sait avant les Mexicains de quelles richesses dispose leur sol, mais encore, grâce aux réfugiés latino-américains elle peut prendre à tout instant la température du continent et ajuster la stratégie du Pentagone. Le poids indien de la population paysanne mexicaine lui donne les indications nécessaires pour l'infiltration ou le contrôle des mouvements populaires de l'hémisphère. Le Mexique est, pour son voisin, un fabuleux marché et le mirador de toute l'Amérique latine.

Les autres frontières mexicaines sont celles de Belize et du Guatemala. Depuis la lointaine République de l'Equateur, les chômeurs de toute l'Amérique latine s'infiltrent par cette porte entrouverte pour transiter vers les Etats-Unis où ils viendront grossir l'important volume des travailleurs clandestins. Par la même ouverture, bien que contrôlée, est canalisée la drogue vers le vorace voisin du Nord.

Mais cette porte est aussi une oreille: par elle entrent les bruits, les échos et le chant d'un irrésistible mouvement qui a commencé à triompher au Nicaragua, agite le Salvador et le Guatemala, et émeut le Mexicain. Le Mexique est à la fois un tampon et un trait d'union, peut-être un filtre ou une caisse de résonance où convergent les faits sociaux majeurs du continent: capitalisme américain et territoires socialistes de l'hémisphère, botte militaire des dictatures latinoaméricaines et mouvements de libération. Comme aux temps préhistoriques, dans l'isthme mexicain s'engouffrent et se brassent les cultures et les sociétés.

En effet, sa situation isthmique entre deux océans est une position privilégiée: ouvert par le Golfe du Mexique vers les Caraïbes et l'Occident, sa côte pacifique appelle une communication avec l'Orient. Et bien entendu, sept mille kilomètres de littoral offrent des atouts touristiques (Acapulco, Cancún) qui sont un brassage international; mais elles sont aussi un énorme potentiel pour toute la gamme des recours marins, de la pêche aux ports de commerce, de la stratégie militaire à l'exploration de virtuelles ressources, de la communication des marchandises à celle de la culture. Entre Coatzacoalcos (sur le Golfe) et Salina Cruz (sur le Pacifique), un canal terrestre de 300 km est en chantier. Ses avantages sont aussi tentants que discutables ses risques.

Entre ces frontières, le Mexique occupe un territoire plus grand que l'Europe du Marché commun, distribué en déserts et en jungles, en volcans neigeux et en plaines fertiles, de la latitude de Gibraltar à celle de Dakar. Au potentiel productif de ces étendues - actuellement dilapidé par de douteuses stratégies agricoles - il faut ajouter le poids démographique de la nation (de langue espagnole) la plus peuplée d'Amérique latine. Un territoire et un peuple immenses. Nous l'avons déjà souligné: ce territoire est stratégique du point de vue géopolitique et ce peuple jouit d'un poids historique qui lui confère une identité significative, atout culturel non négligeable dans le camp non occidental du Tiers-Monde. Or, aujourd'hui, cette puissance territoriale, démographique et culturelle jette dans la balance mondiale sa carte économique. Cette conjoncture, qui devient un événement politique, donne soudain au Mexique une position de force.

Gâté par la nature et par l'histoire, mais convoité par les sociétés, le Mexique est devenu un bon élève du développement. Ses ressources minières, son pétrole aujourd'hui et demain son uranium, lui offrent un brillant avenir économique. Ses immenses étendues - même pas cultivées au dixième - promettent, malgré les failles présentes, un abondant grenier pour la stratégie industrie de l'alimentation. Ses soixante années de stabilité politique rassurent ceux qui dirigent le marché mondial ou qui orientent les investissements internationaux.

Toute considération misérabiliste sur la pauvreté du Mexique est donc déplacée. Les carences scandaleuses des bidonvilles, la faim des paysans, l'analphétisme des villes et des campagnes, la mort endémique qui tue avec des maladies parfaitement curables aujourd'hui, ne doivent pas engendrer la compassion mais la colère.

Malheureusement, beaucoup d'articles de la presse de langue française ou anglaise qui nous arrivent ici, oscillent entre ces deux extrêmes: statistiques sur la misère du Mexique, stratifiant savamment en couches sa pauvreté par secteurs; déficiences éducatives, carences alimentaires, désastreuse situation sanitaire et de logement; ou chiffres qui qualifient sa marche vers le développement: production pétrolière, réserves prouvées, probables et potentielles, taux de croissance soutenu, revenu per capita, solvabilité économique et morale de son gouvernement.

Tout lecteur consciencieux connaît désormais ces données. Toutes ces minuties, cependant, ne disent rien d'essentiel sur le Mexique. Mais elles soulignent une évidence: le Mexique est un magot. Sa pauvreté justifie le flux de l'argent international sous forme de prêts, et son développement représente un butin qui inspire les politiques étrangères pour avoir part au festin.

En somme, les commentaires internationaux se taisent sur ce qui est important pour le Mexique, mais tous reflètent les préoccupations étrangères sur le Mexique. Ils ne sont donc pas inutiles; au contraire, ils sont pour lui une information et un précieux avertissement.

"JLP"

Le président du Mexique est José López Portillo - "JLP". Avant d'être "dévoilé" (destapado) pour occuper la première magistrature, ironiquement les mexicains commentaient: "inconnu, même de sa mère"! (ni su mama lo conoce). Les postes publics qu'il avait occupés, pour importants qu'ils soient, ne le désignaient pas à la présidence de la République: P.D.G. de la Compagnie fédérale d'électricité (équivalent local de l'E.D.F.) puis ministre des finances.

Sa campagne a été assez terne, même irritante, puisqu'il n'avait pas de concurrent, mais elle a fait entrevoir son programme: "l'alliance pour la production", c'est-à-dire la relance de l'économie. Les moyens, cependant, n'en ont été révélés qu'au moment de la prise du pouvoir.

A partir de son investiture, l'homme a pris des dimensions de géant. La clarté de son premier discours, le 1er décembre 1976, a dopé la confiance du pays. Il annonçait son programme de façon précise, concrète, dans une langue qui charmait et touchait des fibres profondes.

On s'est alors soudain souvenu de qui était José López Portillo: écrivain et essayiste, brillant croquiste à l'excellent coup de crayon (il affectionne les dessins de chevaux; l'un d'eux a fait l'objet d'un cadeau à Reagan), humaniste raffiné, professeur apprécié plusieurs fois, docteur honoris causa, fin légiste. A ces qualités de l'esprit, il ajoutait un physique d'artiste et une pratique sportive: remarquable cavalier et gagnant de plusieurs concours de tennis. Lors de sa campagne, il disait, bonhomme: "appelez-moi Don Pépé". Sa pipe et ses sourcils scrutateurs l'ont vite rendu populaire.

Ni choyé comme Cardenas, ni honni comme son prédécesseur Echeverria, c'est une figure respectée. La classe moyenne a apprécié la sécurité qu'il a toujours inspirée. Sa relance de l'entreprise privée a eu pour résultat toute une génération de José parmi les fils d'industriels pendant son sexennat.

Brillante personnalité, son verbe a eu des effets magiques. Ses nombreux discours, toujours improvisés, ont le caractère pédagogique d'un cours de droit ou d'économie politique, mais sont émaillés de formules que tout le monde retient de mémoire. Elles ne se transforment pas en astuces ironiques ou malveillantes (comme celles que faisait germer l'opinion française sous De Gaulle) mais en slogans, repris dans les raisonnements de tous.

Le gouvernement de JLP

Mais on comprit tout de suite que López Portillo entendait gouverner seul. Son prédécesseur fut éloigné dès les premiers jours et toujours plus loin: d'abord ambassadeur au siège parisien de l'UNESCO, puis en Australie et en Nouvelle Zélande. Echeverria avait irrité les industriels et savait manipuler les foules grâce à ses militants musclés. Son successeur au contraire ne s'est pas entouré de leaders, mais de ternes experts.

La première année, pour se présenter au public, il s'est cependant choisi quelques brillants ministres: celui de l'intérieur, Reyes Heróles, et celui de l'éducation, Muñoz Ledo, par exemple. Mais il semble que le président n'ait pas supporté leur ombre; quelques mois plus tard, ils disparaissaient.

Chaque sexennat au Mexique est une monarchie, où les ministres ne sont que des secrétaires et le parlement une formalité. Sous le règne de López Portillo, cette caractéristique du régime a été éclatante: finances, budget et planification (une création de JLP), commerce, intérieur, affaires étrangères, réforme agraire, etc., ont changé de titulaires. Mais, pour agir en paix, la défense et les militaires ont été adulés par le premier mandataire.

L'héritage de son prédécesseur avait été la dévaluation du peso. Il fallait donc remettre de l'ordre dans la maison. Ce fut l'organisation de la réforme administrative, pour comprimer le budget de l'Etat, mais aussi le début d'une véritable planification de l'économie, qui a porté ses fruits.

Depuis le massacre de la Place des Trois Cultures en 1968, il y avait pour la gauche un malaise peu compatible avec le discours révolutionnaire qui justifie le régime, né du mouvement de 1910. JLP a donné le départ à une réforme politique, accompagnée d'amnistie, qui a ouvert le parlement aux partis d'opposition, y compris au parti communiste.

Aux deux réformes précédentes, il faut ajouter une tentative de réforme fiscale. Cette sémantique de la réforme remue au Mexique des fibres profondes: elle évoque évidemment l'épopée libérale de Juárez, virtuosité idéologique de JLP pour canoniser son septennat sagement conservateur.

Parallèlement à ces programmes, contrôlés personnellement par le chef de l'Etat par des séances annuelles d'évaluation, son mandat a été émaillé de gestes symboliques: procès et emprisonnement d'anciens ministres pour lutter contre la corruption (en fait pour se débarrasser des anciens collaborateurs d'Echeverria), amnistie politique de guérilleros (en fait pour justifier les limites de l'exercice de la réforme politique), confiscation retentissante de latifundios (pour masquer en fait la mort de la réforme agraire). Le symbole a eu son effet d'impact sur l'opinion.

Mais l'essentiel de l'oeuvre de López Portillo a consisté à définir une politique du pétrole. Premièrement en l'exhibant comme ressource pour redonner, à l'étranger, la confiance et pour faire affluer les prêts. Deuxièmement en se refusant à le vendre comme simple matière première (puisque le Mexique ne veut pas être un "Etat pétrolier" comme il y a des "républiques bananières"; donc en créant une lourde infrastructure qui permette la solidification de l'économie nationale par les produits du pétrole, celui-ci est seulement le poids d'une négociation qui exige, en échange, un "paquet économique": transfert de technologie, bien d'équipements, etc.

La planification de JLP avait une seconde priorité qui n'a pas bénéficié du même succès: relancer l'alimentation. De pays exportateur de maïs jusqu'en 1964, le Mexique a dû importer dix millions de tonnes de céréales en 1980. Les paysans ont été les grands sacrifiés du sexennat et, avec eux et par voie de conséquence, les couches populaires sous-alimentées d'un pays qui regorge de richesses pétrolières.

Cependant, JLP restera dans l'histoire comme un brillant leader du Tiers-Monde. Après le renvoi explicable, mais non expliqué du premier chancelier, la politique étrangère du président a renoué avec une longue trajectoire mexicaine. Dialogue ferme et clair avec les Etats-Unis où Carter, devant López Portillo, faisait figure d'adolescent inexpérimenté et maladroit; amitié plus que cordiale, affectueuse avec Fidel Castro, le Mexique et Cuba représentant les deux premières révolutions du siècle en Amérique latine; présence déterminante dans la zone Centre-Amérique-Caraïbes, après l'appui désintéressé et exemplaire au mouvement sandiniste du Nicaragua. Une tournée latinoaméricaine, une autre en Inde, ont confirmé la solidarité du Mexique avec le Tiers-Monde. Un brillant discours aux Nations-Unies, dont les paroles ont été suivies d'actes par l'aide pétrolière du Mexique aux pays pauvres non producteurs d'énergie; et une tournée européenne où le Mexique s'est présenté en avocat du Tiers-Monde, défendant l'instauration d'un nouvel ordre économique international, et où il a essayé de diversifier aide et marchés pour protéger son indépendance, ont clairement identifié JLP dans le dialogue mondial. Ses atouts pétroliers lui ont donné du poids d'où il a su tirer une position de force. Cette politique culminera à la fin du sexennat par la réunion à Mexico du dialogue Nord-Sud, en octobre prochain, beau couronnement de la diplomatie mexicaine.

La succession présidentielle

Le "dévoilement" (destapo) du successeur est l'événement des fins de sexennat. Au cours de celui-ci, il est de mauvais ton d'en parler; c'est, selon les termes de JLP, un "futurisme" vilain.

Comme la révolution de 1910 a mobilisé le pays avec le slogan de "non-réélection", il est évidemment exclu que JLP ait la prétention de se représenter. Quand Obregon a voulu le faire, il a été assassiné le jour projeté de son investiture. Si l'actuel président du Mexique se refuse à l'opération de dévoilement dès maintenant, comme ce serait normal, c'est parce qu'il sait qu'à partir du lancement du candidat, le premier mandataire du pays n'a plus de poids. Or, JLP, pour achever son programme et pour parler en position de force lors du dialogue Nord-Sud, doit rester l'homme du pays. On ne saura donc le nom du successeur - du moins très probablement - qu'après octobre.

L'opération du dévoilement est plus délicate que jamais en ce sexennat. Le parti officiel, en effet, le PRI (Parti révolutionnaire institutionnel),

n'a pas su digérer la réforme politique. Usé, sans doctrine et sans chef réel, il n'a guère de justification puisque l'actuel mandat s'appuie sur ses experts au détriment des forces populaires du parti. Or, il est exclu que le candidat sorte de l'opposition. Celui du PRI ne sera pas désigné par son organisation, celle-ci ne fera qu'entériner le choix fait par le président.

Quels seront les critères de ce choix? Aucun président depuis 1934 n'a cherché à prolonger sa politique par personne interposée (quand Calles a voulu le faire, il a été exilé). La sagesse politique de JLP lui interdit donc cette famille de critères: ni réforme administrative, ni réforme politique, ni politique pétrolière ne peuvent peser sur le lancement du successeur.

Il ne reste donc que les critères de la fameuse "famille révolutionnaire". Ils sont trois:

- 1- la survie du régime, qui a soixante ans d'existence et qui a donné au Mexique son image;
- 2- le maintien du discours révolutionnaire, c'est-à-dire la sauvegarde du lien historique entre le régime et la Révolution de 1910. Ce second critère est une condition du premier: le régime ne se maintiendra au Mexique que si les masses populaires sont rassurées par le populisme de ses dirigeants;
- 3- la solidification de la plate-forme tiers-mondiste du Mexique. Le successeur doit donner un avenir à la tradition mexicaine de politique étrangère et sauvegarder son prestige international. Autant qu'une ambition, c'est une précaution: la plus sûre garantie de la survie du régime.

Dans ces conditions, qui est en liste? La pâleur du cabinet ("le cheptel est maigre" - la caballeria es flaca - a dit un gouverneur sortant) ne permet pas d'espérer des merveilles. Le seul secrétaire brillant est le chancelier Castaneda, et il n'est pas candidat. Il faudra donc probablement chercher aussi en dehors des ministres, pour la première fois depuis des décades.

A l'intérieur du cabinet, la liste est affligeante: Mujica, le secrétaire aux transports, a des ambitions et des appuis, mais son retentissant échec comme ministre le disqualifie puisque les transports sont une débâcle, un magot entre les mains des monopoles anticonstitutionnels, une honte pour les Chemins de fer mexicains, et une paralysation de l'actuelle politique pétrolière. De Lamadrid, le ministre du budget, est à un poste-clé qui porte la marque de JLP mais il manque d'épaisseur et surtout de poids populaire. De La Vega, au commerce, est fort bien placé si l'on se réfère aux trois critères et aux désirs de la famille révolutionnaire, mais il devra surmonter son impopularité, puisqu'il n'a pu contrôler ni prix ni inflation. L'exhibition du général Galvan, ministre de la défense, est la dernière adulation de JLP aux militaires et une feinte habile pour dévier les craintes de Reagan. Ibarra, aux finances, reste une inconnue plausible qui se résoudra quand on saura quel coefficient charge chacun des trois critères.

Hors du cabinet, deux hommes au moins sont sur la liste: Ovalle, qui préside avec prestige aux destinées de l'indigénisme national, est sans aucun doute un nom à retenir, mais sa jeunesse lui fera probablement attendre le prochain tour, six ans plus tard. Et Diaz Serrano, l'homme du pétrole (1).

(1) Entre-temps, en juin 1981, Diaz Serrano s'est vu contraint d'abandonner son poste de président de Pemex, après sa décision d'abaisser les prix du brut mexicain (NdE).

Ce dernier sort de ce sexennat avec les brillants atouts du boom pétrolier. Mais on sait que, si son habileté technique et administrative lui a permis de réaliser avant le terme prévu les objectifs de la politique pétrolière de JLP, il ne partage pas cette politique. Sur son image pèse sa collaboration étroite, jadis, avec Bush, vice-président des Etats-Unis et ex-directeur de la C.I.A., ce qui compromet sa position à l'intérieur de nos trois critères et, bien entendu, l'image du Mexique: ses paroles "révolutionnaires" ne seront, à l'évidence, qu'un discours de façade, et l'image tiers-mondiste du Mexique s'effondrerait sous l'ombre de la C.I.A. ou par ses collusions avec l'équipe Reagan. Comme dans le cas de Galvan, son nom est probablement une renarde diversion de JLP.

Reste une dernière hypothèse: qu'en 1982 comme en 1976 apparaisse un "inconnu, même de sa mère".

Les luttes du Mexique

De toute façon, comme tous les six ans, le grand vainqueur des élections sera le parti de l'abstention. Ce n'est pas l'élection du président de la République qui mobilise le peuple du Mexique.

Pour comprendre ces aspirations populaires, il faut s'éloigner de la ville de Mexico où résident les correspondants étrangers.

Il faut donc revenir au premier paragraphe de notre analyse, prendre ses distances par rapport à la plus grande ville du monde, voyager en province et partager l'existence des masses paysannes.

Celles-ci, il est vrai, ne sont plus la majorité de la population. Mais ce sont elles qui bougent. Les gouvernants le savent: elles sont le principal problème politique, les premières flattées mais aussi les premières mobilisées et les premières réprimées. De leur sein sort le nombre grandissant des prisonniers, des torturés, des disparus. Elles sont les premières à capter l'effervescence centro-américaine ou les luttes de libération du tiers-monde, et elles représentent une importante connexion avec les intellectuels du pays. Elles sont aussi les dernières à garder vivant le souvenir de la Révolution de 1910, où elles ont laissé un million de morts. Zapata reste un des leurs.

Contre quel ennemi luttent-elles? Certainement pas contre le président de la République. Aucun mandataire n'a été un Somoza. Elles le laissent donc en paix.

Mais le Mexique est une République fédérale où, théoriquement, chaque Etat est "souverain et libre". JLP a insisté sur cette réalité, en fortifiant "le pacte fédéral", mais il a dû appuyer son pouvoir sur celui des gouverneurs de province.

Or, chaque Etat du Mexique (sauf de rarissimes exceptions dans l'actuel échiquier des gouverneurs) est une république bananière sud-américaine. Presque partout, le gouverneur exerce sa dictature, corrompant ses collaborateurs. L'exercice de son pouvoir, comme celui de Lucas au Guatemala, repose sur des groupes parallèles et armés de "Gardes blanches" qui le débordent, et sur les "caciques" (on dirait, en français colonial, sur les "caïds") de chaque village. Si d'aventure ils lui font défaut, il fait donner la police et l'armée (cf. Golonchan) qui brûlent les huttes et les récoltes, vio-

lent les paysannes, torturent les têtes de l'ejido ou organisation sociale de la tenure des terres, font du chantage avec les enfants des villages. Les manifestations d'appui au gouvernement, jusque dans les rues de Mexico, se font au prix de la participation des paysans, sous peine d'amende ou de prison, et des camions les transportent comme des bestiaux sur les lieux du meeting, pour faire la claque, récompensée par des caisses de bière et par des promesses agraires jamais tenues. Le gouvernement du gouverneur est fictif: le vide du pouvoir est rempli par les terratenientes. Jamais et nulle part, la réforme politique n'a été réalisée, ni même réalisable en province. Toutes les élections sont une comédie: maires, députés provinciaux ou fédéraux, sont imposés par les élites dominantes. Dans chaque village, la liste des votants est élaborée au Palais du gouverneur et envoyée à la mairie rurale la veille des élections. Les services secrets infestent même les agences fédérales et, bien entendu, les paroisses, les mairies, les banques, les aéroports ou les pistes d'envol des avions-taxis, les anthropologues et les sociologues, les hôtels, etc. Une vaste chasse aux sorcières déroule son réseau dans toutes les provinces du pays. Les hélicoptères ouvrent leurs portes à douze mille pieds d'altitude au-dessus de la jungle. Tout mouvement paysan est l'oeuvre diabolique "d'agitateurs professionnels" qu'il faut bien sûr "identifier".

Si l'on n'arrive pas à faire monter les suspects dans l'hélicoptère, on provoque un "accident" qui, parfois, frappe les tranquilles fonctionnaires du gouvernement qui s'aventurent en dehors des sentiers battus. Il y avait même, voici seulement quelques mois, un gouverneur qui entretenait ses cimetières secrets (un puits a été récemment découvert avec ses cadavres) et, dans les soutes de son palais, ses cachots où il allait se divertir en visitant "ses" prisonniers. Chaque planteur a ses pistoleros ou francs-tireurs, et, bien entendu, devient député et donc jouit de l'immunité parlementaire sans être inquiété.

Cette stratégie, évidemment, n'a pas été élaborée à la campagne. Ni non plus depuis Mexico. Mais elle se tisse chez les avocats (les licenciados) de la ville de province, qui savent acheter les juges, elle s'ourdit au "Club des Lions" qui réunit les élites locales, et même dans les bars des bons hôtels, après une ratonnade où les buveurs se sont divertis aux dépens des Indiens attardés en ville.

Il y a donc en province un paramètre local du dialogue Nord-Sud, de la relation Premier Monde-Tiers Monde: l'assymétrie ville-campagne, où le discours justificateur occupe peu de place parce que la vendetta ou la loi de la jungle peuvent s'appliquer sans risque; il suffit d'avoir une place au soleil dans la cour du gouverneur.

Les droits sociaux, le salaire minimum, la longueur de la journée de travail, la sécurité sociale (qui sont des garanties constitutionnelles au Mexique) "se respectent mais ne s'appliquent pas" (se acata pero no se cumple). Pour éviter les tentatives des patrons honnêtes, l'inspecteur, inspiré ou payé par des complices, dresse tant d'embûches et de casuistique que l'employeur, même bien intentionné, finit toujours par préférer la clandestinité ou la corruption de fonctionnaires.

L'instituteur à la campagne est une oreille des caciques ou caïds de village, le médecin rural n'est jamais à son poste, l'agronome ne travaille pas sans pot-de-vin, le fonctionnaire indigéniste est un agent double, surtout s'il est chauffeur.

Il y a donc deux Mexiques: celui de la ville et celui de la campagne; celui des hommes politiques et celui des majorités; celui du discours et celui de la réalité. Le premier, sans être hypocrite, est probablement celui que veut le Mexique. Mais, aux drames et aux pressions du second, en fait le premier n'arrive à répondre que par un discours, des intentions sans doute sincères, et une image qu'il peut imposer au dehors, mais sans effet à l'intérieur.

Il faudra bien qu'un jour s'ajustent l'un et l'autre. S'ils n'y arrivent pas, les luttes populaires retourneront contre lui le discours révolutionnaire du régime, pour forger, à partir de l'autre, un nouveau Mexique.

Dans la campagne mexicaine

20 avril 1981

(Droits réservés - Reproduction interdite)

Abonnement annuel: France 210 F - Etranger 245 F par voie normale
(par avion, tarif sur demande selon pays)

Directeur de publication: Charles ANTOINE - Imprimerie DIAL

Commission paritaire de presse: 56249 - ISSN: 0399-6441